

## Cigéo : le débat sur l'enfouissement des déchets radioactifs piétine sur un terrain miné

by La Gazette - lundi, juin 10, 2013

<http://correspondances.fr/cigeo-le-debat-sur-lenfouissement-des-dechets-radioactifs-pietine/>

**La table ronde organisée par la Commission nationale du débat public le 6 juin 2013 entendait recadrer une concertation particulièrement mal engagée. La promesse d'instaurer « une nouvelle forme d'écoute » ne suffira pas à apaiser un débat de plus en plus tendu sur le projet d'enfouissement des déchets radioactifs porté par l'Andra.**

De gauche à droite: Ghislaine Esquiague, Claude Bernet, Bruno de Lasteyrie, Jean-Claude André, Ariane Métais, Barbara Redlingshöfer.

La table ronde organisée par la Commission nationale du débat public (CNDP) s'est tenue, le 6 juin, en présence d'une trentaine de représentants des syndicats, chambres consulaires, représentants de l'Etat et de l'Andra, mais en l'absence des associations d'opposants, qui avaient décliné l'invitation. Elle s'est prononcée pour la poursuite des réunions publiques sur le projet Cigéo, visant à confiner dans le sous-sol meusien les déchets les plus hautement radioactifs de l'industrie nucléaire française.

Reportée au 17 juin 2013, la prochaine réunion initialement prévue à Bar-le-Duc (Meuse) le 13 juin, s'annonce néanmoins sous des auspices orageux. Autant la suspension de la première réunion quelques minutes seulement après son ouverture à Bure le 23 mai 2013 – et l'annulation, dans la foulée, des deux réunions suivantes – a surpris les observateurs, autant la prochaine édition laisse présager un rapport de forces. La CNDP a certes promis d'instaurer « une nouvelle forme d'écoute », mais elle a également annoncé son intention de recourir à la force publique en cas de nouvelles obstructions.

Sauver le débat pour sauver la Commission ? - La menace risque de faire monter d'un cran la tension parmi des opposants plus remontés que jamais contre un débat jugé « bidon ». Dès décembre 2012, 44

associations avaient demandé que le débat sur Cigéo soit programmé à l'issue du débat public sur la transition énergétique.

La solution retenue, qui consiste à scinder le débat meusien et haut-marnais en deux étapes, de mai à juillet, puis du 1er septembre au 15 octobre 2013, a paru relever du bricolage. Le débat actuel souffre par ailleurs de la comparaison avec la première concertation organisée en 2005 sur le thème de l'enfouissement.

Organisé sous l'égide de George Mercadal, ce premier débat longuement préparé sur le terrain en amont n'avait donné lieu à aucun débordement. L'édition 2013 semble avoir sous-estimé l'exaspération d'opposants qui s'estiment bafoués depuis deux décennies.

Or, le débat public constitue une étape incontournable avant la demande d'autorisation du site d'enfouissement que l'Andra compte déposer en 2015. Un capotage définitif serait également lourd de conséquences pour la CNDP, qui sera également sollicitée à l'avenir sur les OGM et sur le gaz de schiste. En Meuse et en Haute-Marne, la commission entend à l'avenir démultiplier les petites réunions locales, mais aussi s'appuyer d'avantage sur les débats en ligne, notamment en offrant aux participants la possibilité d'intervenir sur le site du débat public. Un débat virtuel limiterait certes les risques de débordements, mais réduirait tout autant son caractère démocratique.